



LUTTE OUVRIERE

UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)

RENAULT TECHNOCENTRE GUYANCOURT PLESSIS ROBINSON

21/03/2016

CONTRE LA LOI TRAVAIL,

IL FAUT POURSUIVRE ET AMPLIFIER LA LUTTE !

« Hollande, Valls, Gattaz, on ne sera pas de la chair à patron » ; « Ça sent le Gattaz, ça va péter », « Loi El Khomri, vie pourrie » ; « Séparation du Medef et de l'Etat ! » ; « Regarde ta Rolex, elle est à l'heure de la révolte » : avec leurs slogans percutants, les jeunes ont défilé encore plus nombreux jeudi dernier contre la loi travail.

Ils sont peut-être jeunes, mais ils ne sont pas dupes des mensonges patronaux sur les pseudo-rigidités du marché du travail. Stages en entreprise, CDD, missions d'intérim, petits jobs sans rapport avec leurs diplômes, ils sont bien placés pour savoir que les patrons ont toute la flexibilité qu'ils veulent. S'ils ne la subissent pas eux-mêmes en tant qu'étudiants salariés ou jeunes apprentis, ils la connaissent par leurs aînés ou leurs parents, et ils n'en veulent pas.

La mobilisation de la jeunesse est grandissante, il faut que celle des salariés le soit aussi car la coupe est pleine.

Cela fait quatre ans que Hollande est au pouvoir et que le gouvernement, censé être « socialiste » et de « gauche », fait une politique anti-ouvrière. Quatre ans que le patronat, surtout le grand, est choyé quand le chômage et la précarité explosent.

Le patronat a voulu une réforme des retraites ? Il l'a eue, avec l'allongement de la durée de cotisation. Il voulait le droit de baisser les salaires et d'allonger le temps de travail ? Ayrault, alors Premier ministre, le lui a accordé avec la loi sur la compétitivité de 2013. Le patronat voulait des baisses de cotisations et d'impôts ? Entre le CICE et le pacte de responsabilité, Hollande lui en a donné pour 41 milliards.

Et, pour finir en beauté le travail demandé par le Medef, Hollande et Valls veulent maintenant dynamiser le code du travail. Il est grand temps de transformer l'écoeurement en colère et en action.

On nous rabâche que le summum de la modernité serait la flexibilité. Mais les loyers, les factures et les échéances des crédits ne sont pas flexibles. Il faut payer, pouvoir se déplacer et nourrir sa famille, que l'on ait du travail ou que l'on soit au chômage ou en fin de droits. Alors, pour les travailleurs, cette flexibilité n'a rien de moderne, elle est synonyme de précarité, de surendettement et de galère à vie.

Travailler 12 heures par jour, 46 heures et même 60 heures par semaine n'est certainement pas moderne. S'épuiser au travail, y perdre sa santé, être licencié au moindre aléa, c'est ce que des générations de travailleurs ont subi avant nous et ont combattu.

Quant au prétendu dialogue social et à la possibilité de déroger aux conventions collectives par accord d'entreprise, c'est aussi un retour en arrière. Car qu'y a-t-il de moderne à ce que les patrons puissent faire leur propre code du travail dans l'entreprise ? Cette légalisation de la loi patronale, c'est-à-dire de la loi du plus fort, c'est le retour au 19ème siècle.

L'ultime chantage des défenseurs de la loi consiste à dire que l'on n'a pas tout essayé contre le chômage. Oui, tout n'a pas été essayé.

On n'a pas essayé d'interdire aux grands groupes de supprimer des emplois par milliers. On n'a pas essayé de répartir la charge de travail et de diminuer le temps de travail, sans baisse de salaire pour faire de la place aux jeunes. On n'a pas essayé de se servir des profits, non pour arroser les actionnaires, mais pour créer des emplois.

Ce projet de loi est une attaque en règle des droits des travailleurs qui frappera tous les salariés. Il faut se battre pour son retrait pur et simple.

Depuis le début de cette mobilisation, le gouvernement a déjà été forcé de baisser d'un ton. Il a tenté vainement de faire diversion en brandissant la promesse d'une garantie jeune et le dégel du point d'indice dans la Fonction publique. Et s'il a lâché du lest sur le plafonnement des indemnités prud'homales, on le doit aux 500 000 personnes qui ont fait grève et manifesté le 9 mars.

Mais une journée d'action ne peut suffire. Chaque appel, chaque débrayage, chaque manifestation doit être l'occasion de se rassembler et d'entraîner un, dix, vingt camarades de travail à entrer dans l'action. Les appels à se mobiliser jeudi 24 mars en donneront l'occasion et aideront à préparer la journée du 31.

Gouvernement et patronat craignent un réveil de la combativité ouvrière. C'est la preuve qu'il est possible de les faire reculer. La seule condition est d'amplifier la mobilisation et de montrer notre détermination à ne plus céder un pouce de terrain au patronat.

Non à la précarité

Renault annonce dans Déclic l'embauche de 455 travailleurs en CDI dans dix sites industriels et logistiques en France. Mais elle remplit, en trois ans, son objectif de faire partir 8 250 emplois. Il y a aussi 6 500 travailleurs intérimaires sur l'ensemble des sites de l'Hexagone.

Alors 455 embauches, c'est vraiment ridicule. Renault continue de développer la précarité pour développer ses profits.

Renault responsable

À l'usine Renault de Cléon, un mécanicien de maintenance, qui avait été blessé une semaine auparavant lors du dépannage d'une machine, est décédé le 17 mars.

À Cléon, comme ailleurs, il y a un manque d'effectifs criant. La maintenance des machines est effectuée par des camarades d'autant plus seuls qu'ils interviennent dans des secteurs de production où il y a peu d'ouvriers suite aux suppressions d'emplois. Les formations sont organisées au compte-goutte et lors des départs en retraite, les compétences ne sont pas transmises.

Tous ces faits rendent la direction entièrement responsable de ce drame.

On produit tout, on veut tout

Avec le bénéfice net de 2,9 milliards en 2015, Renault va verser, d'un côté, 700 millions aux actionnaires, et de l'autre, 130 millions sont attribués pour la prime d'intéressement entreprise.

Nous sommes une majorité de travailleurs à produire ces richesses, pendant qu'une minorité de parasites se partage la grosse galette.

C'est le contraire qu'il va falloir imposer.

Pas de divisions entre nous

Vendredi dernier, Renault a versé... sur le compte de la BNP, la prime d'intéressement entreprise. Fin février, nous avons touché la prime d'intéressement établissement. En revanche, les camarades de travail intérimaires et prestataires ne toucheront rien du tout.

Pourtant, ce sont eux qui conçoivent, développent et produisent les véhicules. Sans eux, Renault ne pourrait pas sortir ces voitures.

Tous devraient toucher les primes.

Retour des Awards

Les Awards, c'est encore une idée de la direction pour tenter de nous motiver. Ça ne remplace pas une véritable augmentation...

Un seul objectif : nos augmentations

Chaque année, c'est le passage obligé : on se voit définir une liste d'objectifs à atteindre. Ce sont les conditions fixées par la direction pour nous évaluer et justifier une prime, une augmentation... ou pas.

Les augmentations de salaire, c'est pour tous et sans conditions.

Renault garantit ses profits

La direction renouvelle tous les trois ans les contrats de prestation des entreprises de nettoyage. À chaque fois, elle fait des économies importantes avec un chantage au contrat pour ces entreprises. À la clé, ce sont des conditions de travail de plus en plus dures.

Renault, le donneur d'ordre, est responsable de ces aggravations.

Tous doivent être reclassés

Les camarades de travail de PEI travaillent depuis des années avec nous sur le site. Après les changements de contrats avec ISS, TFN, PEI, il n'est pas question qu'ils fassent les frais d'un nouveau changement de contrat.

Ça ne manque pas de sel !

Une conférence est organisée sur le thème : « *les bons choix pour la pause déjeuner* », de 12h à 13h. Bien sûr, la direction évite le sujet des réunions de travail pendant l'heure de repas. Selon elle, il s'agit « *d'un embarras dans les choix alimentaires* ».

Effectivement, à 13h, nous débiterons notre régime étant donné qu'il n'y a plus grand-chose à la cantine !

Quelle ouverture !

La semaine dernière Renault faisait sa communication sur le thème « *Renault ouvre sa porte aux jeunes* » en invitant des jeunes dans douze sites.

Combien d'apprentis en alternance sont embauchés ? Les 2 000 jeunes qu'elle dit embaucher entre 2015 et 2016, le seront-ils vraiment, et combien d'aides Renault recevra du gouvernement ? Derrière ces annonces, il n'y a pas grand-chose... sauf tout bénéf pour Renault.

Bientôt la fête de Lutte Ouvrière les 14, 15, 16 mai à Presles dans le Val d'Oise.

En achetant la carte d'entrée dès avant le 3 avril, le prix n'est que de 12 euros pour les trois jours.